

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
19 rue de Ciron  
Bâtiment A  
81013 Albi Cedex  
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 07/03/2025

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEVIA (ex SRRHU)**  
lieu dit L'Estrade Basse  
81660 Bout-du-Pont-de-Larn

Références :  
Code AIOT : 0006802338

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement SEVIA (ex SRRHU) implanté lieu dit L'Estrade Basse Section 0A02 - partie parcelles 1016 et 1018 (1425 m<sup>2</sup>) 81660 Bout-du-Pont-de-Larn.

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

La dernière inspection de cette exploitation date du 4 mai 2022.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA (ex SRRHU)
- lieu dit L'Estrade Basse Section 0A02 - partie parcelles 1016 et 1018 (1425 m<sup>2</sup>) 81660 Bout-du-Pont-de-Larn
- Code AIOT : 0006802338    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société SEVIA exerce depuis le début des années 2000 à Bout-du-Pont-de-l'Arn une activité de collecte et de transit d'huiles usagées, activité qui existe sur ce site depuis 1982.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017.

Suite à l'évolution de la nomenclature en 2010 et à l'entrée en vigueur de la directive « IED », le site relève désormais des

rubriques 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux).

Le site dépend de l'agence SEVIA de Saint Alban (Haute-Garonne) qui assure la gestion des stocks d'huiles usagées, il n'y a pas de personnel à demeure, les apports et les enlèvements sont réalisés par les chauffeurs.

**Contexte de l'inspection :** Actions régionales

**Thèmes de l'inspection :** AR - 11

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Cette installation, bien qu'elle dispose d'une capacité de stockage de 180 m<sup>3</sup> d'huiles usagées est régulièrement entretenue et surveillée, mais sous-exploitée depuis 4 ans.

La dernière quantité d'huiles en transit sur le site date de décembre 2024 : 29 tonnes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Consistance de l'exploitation	AP Complémentaire du 11/07/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
2	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 5	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.6.3	
4	État des lieux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 2.3.1	
5	Entretien et conduite des installations	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.4.4	
6	Valeurs de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.4.8	
7	Registre déchets entrants et sortants	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 5.1.6	
8	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.1.4	
9	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.2.3	
10	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.5.1	
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 8.2.2	
12	Analyses et transmission de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 8.3.1	


13	Déclaration des émissions	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 8.3.3	
14	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
15	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**


Deux constats font l'objet d'une non conformité avec action corrective et justificatif.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Consistance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/07/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Organisation du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <p>Le site de SEVIA est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 bâtiment de 160 m<sup>2</sup> réservé au matériel,</li><li>• 3 cuves de stockages de 60 m<sup>3</sup> positionnées sur une rétention d'une surface de 180 m<sup>2</sup> et d'un volume de 180 m<sup>3</sup>,</li><li>• une aire de chargement et déchargement permettant le dépotage des huiles usagées récupérées dans les cuves citées ci-dessus et leur chargement lors des envois pour élimination.</li></ul> <p>Le reste du site est occupé par la voirie d'accès et par des espaces verts.</p> <p>Un plan de la disposition prévue sur le site est joint en annexe. [...]</p> <p>La zone de chalandise est les départements du Tarn (81), de l' Aveyron (12) et de l'Hérault (34)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a toujours sur site 4 cuves de 60 m<sup>3</sup> dont l'une est condamnée depuis 2018.</p> <p>Pour 2024, sur 29 tonnes d'huiles usagées admises, 2,8 tonnes viennent des Pyrénées-Orientales qui ne font pas partie de la zone de chalandise.</p> <p>Les capacités de stockage du site n'ont été mobilisées qu'à hauteur de 18 % ces quatre dernières années.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier la provenance des déchets des Pyrénées-Orientales et présenter un porter à connaissance s'il souhaite élargir sa zone de chalandise à d'autres départements d'Occitanie.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours


## N° 2 : Rétention et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rétention sous cuves
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucun rejet ne sera réalisé dans le sol ou le sous-sol.</p> <p>Le seul risque de pollution des sols et des eaux souterraines est un déversement accidentel ou une fuite. Pour prévenir ce risque :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les produits seront stockés sur rétention ;</li><li>• lors des opérations de chargement/déchargement, la vanne de l'aire de dépotage est fermée. L'aire de dépotage est conçue pour permettre la rétention du volume du plus grand camion ou de la plus grande citerne de livraison. Dans tous les cas ce volume de rétention ne sera pas inférieur à 10 m ;</li><li>• l'ensemble des aires de circulation et de stockage sera imperméabilisé.</li><li>• [...].</li></ul> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs fixes de stockage des huiles usagées sont munis de jauges de niveau.</p> <p>L'étanchéité des réservoirs est contrôlable à tout moment et fait l'objet d'un examen visuel tous les 6 mois.</p> <p>Les vannes de vidange des cuves sont intérieures aux rétentions et cadenassées en dehors des opérations de transvasement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches des contrôles effectués sur les cuves en mars et novembre 2024 ont été fournies et n'appellent pas de commentaire.</p> <p>Les citernes disposent de leur propre aire de rétention.</p> <p>Les vannes de dépotage, situées à l'intérieur de l'aire de rétention des citernes, sont fermées et cadenassées.</p> <p>De petites fissures sont visibles sur l'aire de dépotage et sur le mur qui ceint l'aire de rétention des citernes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit reprendre l'étanchéité des parties fissurées sous 3 mois.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

### N° 3 : Équipements abandonnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Équipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
<b>Constats :</b> Il y a 3 cuves en service sur le site, avec 180 m <sup>3</sup> de capacité, malgré une faible mobilisation des capacités de stockage durant ces quatre dernières années : 29 tonnes. La quatrième cuve a été mise hors service en 2018.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit adapter ses capacités de stockage aux quantités réellement en transit sur son site et/ou aux conditions réelles du marché régional des huiles usagées, et justifier le maintien d'une capacité de stockage de 180 m <sup>3</sup> d'huiles usagées.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : État des lieux


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Propreté du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
<b>Constats :</b> L'installation SEVIA, implantée au fond d'une ancienne plateforme industrielle désaffectée d'environ 2,5 hectares, est entretenue.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 5 : Entretien et conduite des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Gestion des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs adéquats permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le débourbeur-déshuileur a été vidangé et nettoyé par la SARP Sud-ouest le 14 février 2025 et le BDS est transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• Code déchets : 13 05 08*</li><li>• Quantité : 500 kg</li><li>• Code traitement : D9</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le BSD Trackdéchets intégralement renseigné est à transmettre à l'Inspection sous un mois.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 6 : Valeurs de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Qualité des eaux de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu naturel les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Paramètre et concentration maximale : <ul style="list-style-type: none"><li>• MES : 35 mg/l</li><li>• DCO : 30 mg/l</li><li>• DBOS : 30 mg/l</li><li>• hydrocarbures totaux: 5 mg/l</li><li>• métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb) : 15 mg/l</li><li>• PCB : &lt; seuil de détection analytique</li></ul>
<b>Constats :</b> Le prélèvement et l'analyse des eaux en sortie de l'ouvrage de séparation ont été réalisées en mai 2024 par le laboratoire départemental de Launaguet (31) : <ul style="list-style-type: none"><li>• MES : 11 mg/l</li><li>• DCO : 16 mg/l</li><li>• DBO : &lt; 2 mg/l</li><li>• Hydrocarbures totaux : &lt; 0,5 mg/l</li><li>• Métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb) : 0,53 mg/l</li><li>• PCB : &lt; 0,01 µg/L</li></ul> Les valeurs sont conformes.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 7 : Registre déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Registres
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 [NDR : abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021] fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Les registres déchets 2024 sont fournis : - entrants : 29 tonnes - sortants : 25 tonnes. Ce site a une activité réduite, 29 tonnes d'huiles usagées en transit depuis quatre ans, soit la mobilisation d'une seule citerne. Cf. constat n°13.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 8 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont clôturées et fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. La clôture est spécifique aux installations de la société SEVIA et délimite le périmètre du site autorisé. Un portail d'accès est mis en place.
<b>Constats :</b> L'installation est entièrement clôturée et un portail coulissant en ferme l'unique accès.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 9 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Équipements incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• [...]</li><li>• de plusieurs extincteurs répartis sur le site, bien visibles et facilement accessibles, adaptés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li><li>• d'une réserve de 1 m<sup>3</sup> d'émulseur de classe I, filmogène sur le site. L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de l'émulseur qu'il utilise avec celui utilisé par les pompiers ;</li><li>• d'un poteau incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont la prise de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Il n'y a aucun agent SEVIA durablement affecté sur cette installation qui ne sert qu'au transit-regroupement des huiles usagées. Une réserve de 1000 litres d'émulseur et deux extincteurs sont présents sur le site. Les extincteurs ont été contrôlés sans faire l'objet d'observation le 9 août 2024 par la Sté Chubb-Sicli de Labège (31). Un poteau d'incendie est placé à l'entrée du site, en bordure de la RD612. Selon la carte des PEI du SDIS81 fourni par l'exploitant le 21 février, son débit est de 192 m <sup>3</sup> /h. Le site dispose en outre, toujours selon la carte des PEI du SDIS81, de 5 poteaux situés dans la zone proche des citernes, tous avec des débits > à 60 m <sup>3</sup> /h.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 10 : Surveillance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Surveillance de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> La personne désignée est le responsable d'activité du pôle sud-ouest de SEVIA, présent lors de l'inspection. L'accès à l'installation est interdite aux personnes non autorisées.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 11 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Surveillance piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• un réseau de surveillance interne au site composé d'un piézomètre en place sur le site de la société SEVIA, en aval hydraulique ;</li><li>• une fois par semestre au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe, sur l'ouvrage cité précédemment ;</li><li>• l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures a minima sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, hydrocarbures totaux, PCB.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les analyses des eaux souterraines ont été réalisées en mai 2024 par le laboratoire départemental de Launaguet (31) : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH : 7,2</li><li>• T° : 17 °C - Conductivité : 460 µS/cm à 25 C°</li><li>• Hydrocarbures totaux : &lt; 0,06 mg/l</li><li>• PCB : de &lt; 0,005 à 0,49 µg/L</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 12 : Analyses et transmission de l'autosurveillance


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Bilan autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion informatisée des données d'auto surveillance fréquentes).
<b>Constats :</b> L'application GIDAF a été renseignée par l'exploitant en mai et octobre 2024.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 13 : Déclaration des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Déclaration GERP
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'arrêté du 26/12/2012 modifiant l'arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant déclare chaque année, selon les modalités de ce texte et avant le 1er avril, ses émissions polluantes.
<b>Constats :</b> Quantité déclarée en 2024 : 28 tonnes. Aucune quantité en transit sur les trois années précédentes.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 14 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 21 février l'état des stocks de ses installations au 21 février, lequel indique que <b><u>les trois cuves sont vides</u></b>. Il n'y a aucun volume d'huile usagée en transit sur le site.</p> <p>Cet état des stocks étant disponible par téléconsultation, l'exploitant a envoyé une copie d'écran : la quantité stockée d'huile usagée est 0 (zéro).</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 15 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - État des matières stockées – format synthétique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 21 février l'état des stocks de ses installations au 21 février, lequel indique que <u>les trois cuves sont vides</u>. Il n'y a aucun volume d'huile usagée en transit sur le site.</p> <p>L'état des stocks est disponible par téléconsultation (Cf. constat n°14).</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>